

2022

Rapport annuel du
Programme ONU-REDD
Résumé



PROGRAMME
ONU-REDD

 Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



 ONU
programme pour
l'environnement

Résumé

Le Programme ONU-REDD a le plaisir de soumettre son rapport annuel 2022, qui met en évidence les progrès remarquables réalisés dans le cadre de sa mission visant à soutenir les pays en développement dans leurs efforts de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et de promotion de la gestion durable des forêts. Le rapport donne un aperçu des activités du Programme et des résultats obtenus en 2022, en soulignant ses contributions à l'action climatique, à la conservation de la biodiversité et au développement durable.

Le Programme ONU-REDD continue à aider les pays à réaliser pleinement le potentiel d'atténuation que les solutions fondées sur les forêts peuvent apporter en réponse à l'urgence climatique, en évitant des émissions de carbone et en favorisant le stockage du carbone à des niveaux d'au moins 5 GtCO₂e par an d'ici à 2030. Conformément à cette ambition, le [cadre de résultats ONU-REDD pour la période 2021-2025](#), qui vise à aider les pays à mettre en œuvre et à renforcer des solutions fondées sur les forêts en réponse à l'urgence climatique, a été adopté. Le Programme ONU-REDD a recentré son action pour aider les pays à accéder aux mécanismes de financement fondés sur la performance pour obtenir des résultats REDD+, y compris les marchés de carbone (au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris), en les aidant à se mettre en conformité avec les normes de haute intégrité environnementale, et à intensifier leurs efforts pour obtenir des résultats. Le cadre de résultats met ONU-REDD en cohérence avec les principaux efforts internationaux qui seront entrepris dans la décennie à venir, lorsque l'Accord de Paris entrera dans sa phase de mise en œuvre intégrale et que les objectifs de développement durable seront réalisés.

En 2022, le monde s'est trouvé à un tournant décisif dans la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié son [sixième rapport d'évaluation](#), dans lequel il avertit que le réchauffement de la planète s'accélère et que ses effets sont déjà irréversibles. Le [Rapport de 2022 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions](#) a révélé que le monde est en passe de connaître une hausse de température de plus de 2,7 degrés par rapport aux niveaux préindustriels d'ici la fin du siècle, bien supérieure à l'objectif de l'Accord de Paris, qui est de limiter le réchauffement à 1,5 degré. La Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité tenue en 2022 a adopté le [Cadre mondial de la biodiversité](#), qui fixe des objectifs ambitieux pour la protection et la restauration de la biodiversité, y compris des forêts, d'ici à 2030. La cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a donné une définition universelle des solutions fondées sur la nature. La dynamique en faveur des forêts s'est poursuivie lors du Congrès forestier mondial en Corée, avec le règlement de l'Union européenne sur le commerce exempt de déforestation, et enfin à la vingt-septième session de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), lors de laquelle les gouvernements se sont réunis pour accélérer les actions visant à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et le document d'ONU-REDD intitulé «

[Making Good on the Glasgow Climate Pact](#) » (Concrétiser le pacte de Glasgow pour le climat) a été lancé.

Dans ce contexte, le Programme ONU-REDD a continué à jouer un rôle de premier plan dans l'intensification des actions en faveur des forêts et de la nature. Le Programme a fait des progrès significatifs dans le renforcement des capacités techniques des pays partenaires visant à mettre en œuvre des activités REDD+, à mobiliser des ressources financières pour les initiatives REDD+ et à promouvoir l'engagement et la participation des parties prenantes à ces activités.

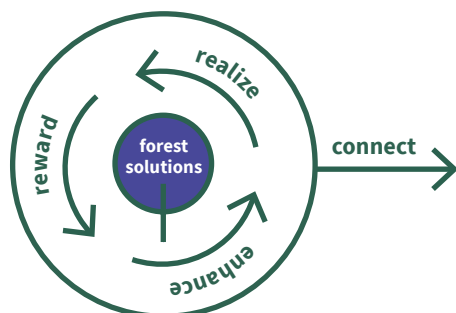
Le Programme a continué à étendre ses effets en travaillant avec un nombre croissant de pays partenaires. Il compte 65 pays partenaires, dont 23 en Afrique, 20 en Asie-Pacifique et 22 en Amérique latine et dans les Caraïbes, et fournit une assistance technique directe et un soutien en matière de renforcement des capacités à 25 pays pour les aider à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des plans d'action REDD+ nationaux. Le Programme a également lancé plusieurs initiatives visant à promouvoir l'adoption de pratiques durables d'utilisation des terres et à réduire les émissions provenant des secteurs de l'agriculture et de l'utilisation des terres en collaborant étroitement avec les pays partenaires pour renforcer leur capacité d'accéder au financement climatique et à mobiliser celui-ci, notamment par l'intermédiaire du Fonds vert pour le climat et d'autres fonds multilatéraux.

Le Programme ONU-REDD aide les pays partenaires dans les efforts qu'ils déploient pour compléter les quatre piliers du Cadre de Varsovie pour l'initiative REDD+, un impératif pour bénéficier de financements basés sur les résultats. Adopté en 2013, le Cadre de Varsovie définit les quatre domaines de préparation REDD+ : stratégies nationales ou plans d'action REDD+ (SN/PA), systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF), niveaux d'émissions de référence pour les forêts/niveaux de référence pour les forêts (NERF/NRF), et systèmes d'information sur les sauvegardes (SIS).



Photo: Unsplash | Zednek machacek

On trouvera ci-dessous un résumé des points saillants du soutien accordé aux pays au titre de chacun des quatre résultats du cadre de résultats ONU-REDD 2021–2025.



d'accord avec la coalition LEAF. Les financements basés sur les résultats pour REDD+ que pourraient recevoir les pays ONU-REDD souhaitant bénéficier de la coalition LEAF atteindraient entre 1 et 1,2 milliard de dollars entre 2022 et 2026. En outre, le Programme ONU-REDD a fourni une assistance technique à l'Ouganda pour élaborer une stratégie nationale de financement basé sur les résultats et a continué à aider le Pérou à respecter ses engagements au titre de la déclaration d'intention conjointe avec la Norvège, ce qui lui a permis d'accéder à 10 millions de dollars de financement basé sur les résultats par l'intermédiaire du Fonds Profonante. Une feuille de route visant à accéder au financement climatique des marchés volontaires de carbone en conformité avec la contribution déterminée au niveau national (CDN) a également été élaborée pour le Pérou.



Résultat 1. Solutions fondées sur les forêts obtenues.

Le Programme ONU-REDD a continué à fournir un soutien technique aux pays pour faire progresser la mise en œuvre de politiques conformes aux stratégies REDD+, définir des approches par emboîtement, élaborer des stratégies de financement, améliorer le rapport coût-efficacité, établir ou améliorer les SIS, soutenir l'inclusion sociale et les dialogues multiculturels, dissocier les chaînes d'approvisionnement agricoles et forestières de la déforestation, améliorer les systèmes de suivi et mettre à jour et améliorer les niveaux de référence pour les forêts. Le Programme a continué également à soutenir les pays dans l'analyse des données disponibles afin qu'ils puissent décider en connaissance de cause de soumettre une proposition à la coalition LEAF (Lowering Emissions by Accelerating Forest Finance), ainsi que dans les évaluations initiales des lacunes dans les normes TREES du programme ART et dans le soutien à la formulation des besoins en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique dans les propositions qu'ils présentent à la coalition LEAF.



Résultat 2. Solutions fondées sur les forêts récompensées.

Le Programme ONU-REDD a progressé vers la mobilisation de 5 milliards de dollars à partir de financements basés sur les résultats pour REDD+ dans 10 pays : la Chine, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Ghana, l'Ouganda, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, la République démocratique du Congo et le Viet Nam. Une assistance technique a été fournie à ces pays pour les documents d'enregistrement TREES du programme ART, ce qui leur a permis d'accéder à des financements basés sur les résultats de la coalition LEAF. Le Costa Rica et l'Équateur ont signé des protocoles d'accord avec la coalition LEAF et progressent vers la signature d'accords d'achat de réductions d'émissions carbone (ERPA) avec l'assistance technique du Programme ONU-REDD. L'Ouganda, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la République démocratique du Congo ont également signé des protocoles



Résultat 3. Solutions fondées sur les forêts renforcées.

Le Programme ONU-REDD a apporté son soutien à des pays pour qu'ils intègrent les mesures qu'ils prennent dans le secteur de l'UTCATF en lien avec REDD+, afin d'accroître les ambitions de leurs CDN, qu'elles soient nouvelles ou actualisées. Depuis 2018, le Programme ONU-REDD a aidé plus de 25 pays à renforcer le rôle des activités liées aux forêts dans les CDN nouvelles ou actualisées, ainsi que dans les plans de mise en œuvre des CDN. Cela a donné lieu à plusieurs réalisations, comme la soumission par la Côte d'Ivoire d'une CDN révisée, qui a intégré les solutions fondées sur les forêts dans les mesures d'atténuation prévues dans la CDN et qui a augmenté l'ambition de 28,25 % à 30,41 %. La République démocratique du Congo a élaboré une feuille de route pour la mise en œuvre de la CDN et a aligné le portefeuille FONAREDD sur les objectifs de l'UTCATF. L'Équateur a élaboré une stratégie de durabilité REDD+ et un système national de certification pour la production et le commerce exempts de déforestation. Le Pérou a élaboré une feuille de route pour accéder au financement climatique des marchés volontaires de carbone (MVC), conformément à la CDN. Le Viet Nam a présenté une CDN actualisée qui prévoit de relever les objectifs de réduction des émissions de 9 à 15,8 % (mesures inconditionnelles) et de 27 à 43,5 % (mesures conditionnelles) dans tous les secteurs, y compris l'UTCATF. Mais il reste des défis à relever pour passer des engagements à l'action afin de faciliter à la fois les efforts d'atténuation et d'adaptation dans le secteur forestier.



Résultat 4. Connecter les acteurs et les connaissances en faveur de solutions fondées sur les forêts.

Le Programme ONU-REDD a poursuivi son travail de collecte, de gestion et de diffusion des connaissances permettant d'étendre la mise en œuvre de REDD+ afin d'accélérer l'action climatique. Le Conseil exécutif du Programme ONU-REDD a défini trois priorités en matière de gestion des connaissances pour 2023 : le financement de REDD+, l'inclusion sociale et le lien entre agriculture et



forêts. Un programme de formation et de dialogue à l'intention des peuples autochtones sur le financement de l'action climatique est également en cours d'élaboration et devrait être lancé en 2023 et mis en œuvre en 2023-2024. Le Programme ONU-REDD a également mis l'accent sur les échanges et les formations au niveau mondial en réponse aux demandes de pays partenaires. Pour soutenir le renforcement des capacités en matière d'inclusion sociale dans REDD+, le Programme ONU-REDD a organisé des sessions de formation et des dialogues pour relier l'équité sociale à la politique et au financement de REDD+, y compris une [formation destinée aux peuples autochtones sur le financement de l'action climatique](#) et une [formation sur le financement de l'action climatique](#) en tant que catalyseur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le secteur forestier. Le soutien politique et social collectif en faveur des solutions fondées sur la nature s'est accru grâce à des événements de sensibilisation fondés sur la connaissance, notamment le lancement du document « [Making Good on the Glasgow Climate Pact](#) » (Concrétiser le pacte de Glasgow pour le climat) lors de la vingt-septième session de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la participation du Programme ONU-REDD au Congrès forestier mondial.

Le Programme a continué à soutenir les pays partenaires dans l'intégration des principes d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans leurs mesures REDD+. Le soutien apporté par le Programme ONU-REDD allait de l'intégration du genre dans les systèmes de partage des bénéfices de REDD+ à la garantie d'une participation active et équitable des femmes aux efforts de REDD+. Parmi les exemples, on peut citer l'intégration du genre et de l'inclusion sociale au niveau opérationnel de la stratégie

nationale des changements climatiques et des ressources végétales (ENCCRV) et du projet +Bosques au Chili, ainsi que l'intégration des considérations de genre dans la documentation de conformité aux normes TREES du programme ART au Costa Rica. La République du Congo a fixé un seuil minimal d'au moins 30 % pour la participation des femmes, ce qui a permis d'atteindre un taux de participation des femmes de près de 50 % lors d'une formation à l'imagerie radar.

En Équateur, 35 % des producteurs locaux dont les capacités ont été renforcées pour la commercialisation de leurs produits exempts de déforestation étaient des femmes. Le Programme ONU-REDD a également organisé un séminaire interne sur l'égalité des sexes afin d'améliorer les compétences et d'accroître les efforts d'intégration de la dimension de genre. De plus, le Programme a développé un nouvel outil pour mesurer la participation des hommes et des femmes aux ateliers, aux événements et aux formations, pour suivre la qualité et l'efficacité de leur participation et pour évaluer la fréquence à laquelle leurs idées ou leurs propositions sont acceptées ou adoptées. En outre, une nouvelle bibliothèque de ressources sur le genre et la foresterie a été créée pour compiler les ressources relatives au genre et à la foresterie.

Le programme ONU-REDD reconnaît la nécessité d'une ambition rehaussée, d'une meilleure collaboration et d'une plus grande innovation dans l'effort mondial visant à relever les défis urgents des changements climatiques, de la déforestation et de la perte de biodiversité. À l'avenir, le Programme renforcera son soutien à la mise en œuvre de REDD+ et à la mobilisation des financements, et exploitera le rôle des forêts pour parvenir à zéro émission nette.